La République du Centre, 1er octobre 2015

RAIL ■ Serge Grouard réagit à l'accord sur le TGV Bordeaux-Toulouse

« C'est du grand n'importe quoi ! »

Le député (LR) et adjoint au maire d'Orléans fustige le choix du gouvernement qui a validé, le week-end dernier, le projet de ligne à grande vitesse entre Bordeaux et Toulouse.

La commission d'enquête publique était défavorable et la cour des comptes avait rendu un avis négatif à l'ouverture des lignes à grande vitesse Bordeaux-Toulouse et Bordeaux-Dax, projet estimé à 8 milliards d'euros. Le gouvernement a pourtant donné son feu vert.

« C'est du grand n'importe quoi ! » peste Serge Grouard qui, depuis des années, se bat pour un train à grande vitesse Paris-Orléans-Clermont-Lyon (POCL) aux côtés, notamment de Jean-Pierre Sueur, sénateur socialiste du Loiret et Rémy Pointereau, sénateur LR du Cher, président de l'association TGV Grand Centre.

« Le ministre n'a pas dit un mot »

Tous les trois ont rencontré le secrétaire d'État chargé des Transports, Alain Vidalies pour lui demander de ne pas céder à la demande de SNCF Réseau de ne poursuivre les études que sur le scénario médian. Et lui présenter une alternative pour diminuer le coût du tracé ouest en utilisant les installations existantes en milieu urbain. « Le ministre n'a pas dit un mot », assure Serge Grouard. Connaissait-il le dossier ?

L'ex-maire d'Orléans s'interroge sur les décisions prises : « On est sur des projets de 10, 15 ou 20 ans. Je n'ai jamais vu une telle désinvolture, une telle façon de se moquer des élus locaux ». D'autant que le rapport Mobilité 21 du député socialiste Philippe Duron, publié en juin 2013, préconisait un moratoire sur les TGV et un report des investissements sur la rénovation des lignes classiques, délaissées trop longtemps au profit de la grande vitesse. « Je n'étais pas d'accord avec ça mais, au moins, il y avait une cohérence », souligne Serge Grouard.

Le POCL est-il condamné si 8 milliards sont consacrés à cette nouvelle LGV ? « Les élections régionales approchant, on voit se multiplier les annonces », constate Serge Grouard, incertain que la LGV Bordeaux-Toulouse se fasse réellement. Il a siégé hier à la commission des finances, à l'Assemblée nationale. Il y a été annoncé que l'État empruntera 70 milliards d'euros l'an prochain. A-t-il vraiment les moyens d'investir 8 milliards dans le projet ferroviaire du Sud-Ouest ? ■

ENGAGEMENT. Serge Grouard (*à d.*) et Rémy Pointereau, président de TGV Grand Centre. PHOTO D.B.

Philippe Abline
philippe.abline@centrefrance.com

Phoca PDF